

Éducation : rallumons les Lumières !

Philippe MEIRIEU

Éditions de l'aube/CEMÉA¹ (2024)

Note de lecture par Laurent CARCELES

En cette rentrée 2024, Philippe Meirieu publie un livre à la fois synthétique et touffu, nuancé et engagé. Spécialiste de l'éducation et de la pédagogie, nourri de ses propres recherches et de celles des autres, de son expérience dans diverses situations d'enseignement, il a participé à la concrétisation de certaines de ses propositions. Dans ce livre, il présente les liens entre son parcours personnel, la situation actuelle de l'enseignement en France et le regard sur l'avenir de l'éducation qu'il défend.

Pour un optimisme anthropologique

En replaçant l'actualité dans la longue durée, P. Meirieu décrit pourquoi les gouvernements successifs ont abandonné les principes émancipateurs hérités des Lumières. Point de « grand remplacement »² qui nous guette, mais bien un « grand renoncement » dans lequel nous baignons, et dont il s'agit de se réveiller.

Les questions soulevées par l'époque font l'affaire d'un pessimisme anthropologique resté en arrière-plan pendant des années. Des politiques –certes imparfaites– avaient osé relever les défis de la démocratisation scolaire. Actuellement, les idées même des Lumières servent pour justifier l'abandon de cet horizon. Suivant le courant politique, il est évoqué : la conviction que l'égalité est contre-nature ; la supériorité de l'individualisme ; la vanité d'espérer le moindre comportement intelligent et généreux de la part des humains... voire la valorisation pure et simple de la concurrence de tous contre tous en encourageant la peur naturelle devant l'altérité et le repli sur des prétendues origines communes (p. 38).

L'auteur le rappelle : c'est oublier le postulat d'éducabilité, développé par les Lumières : « en éducation, tout échec est dépassable un jour ou l'autre » (p. 52). L'oublier c'est lui préférer les parcours prédéterminés par quelques-unes et quelques-uns au nom des autres.

Autre idée des Lumières également dévoyée : la *raison* dont nous sommes tous dotés. Le pessimisme concède que nous aurions tous cette capacité... mais pas pour prendre pouvoir sur des savoirs qui nous semblaient inaccessibles. Leur *raison* ne sert qu'à opter pour la voie *raisonnable*, l'option politique « pour défendre 'la manière forte' qui permettrait seule de lutter contre la *décivilisation*. » (p. 59). Cette vision des êtres humains favorise « la pédagogie de la domestication ».

Postulat d'éducabilité et postulat de liberté

Autre constat : trop souvent, le souci d'égalité est présenté comme restreignant, voire s'opposant à la quête de liberté. Pourtant, rappelle-t-il, en éducation, on constate qu'aucun de ces deux principes ne peut aller sans l'autre. De plus, ils ont besoin, pour tenir ensemble, de la perspective de la fraternité. « Elle n'est pas un principe, mais une valeur, parce qu'on ne légifère pas pour l'incarner mais qu'on la mobilise pour légiférer, [... elle] cimenter la République. » (p. 38).

En effet, pour « oser se servir de sa raison », comme l'écrivait Emmanuel Kant dans *Qu'est-ce que les Lumières ?* son texte célèbre (1784), il y a besoin d'une véritable éducation. Pour P. Meirieu, celle-ci est en équilibre entre postulat d'éducabilité et postulat de *liberté*. Le premier,

¹ Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active, mouvement d'éducation nouvelle et association française d'éducation populaire. cf. <https://cemea-formation.com/quisomm esnous>

² Expression passée en politique par l'intermédiaire d'Eric Zemmour, titre d'un essai de Renaud Camus, publié en 2011 : *Le Grand Remplacement : introduction au remplacisme global* (éditions La nouvelle librairie). Pour Camus, c'est « un phénomène démographique et culturel de substitution des populations européennes dites 'de souche' par des populations nord-africaines immigrées ». Histoire de cette notion : site de *Philosophie magazine* <https://www.philomag.com/articles/dou-vient-le-terme-grand-remplacement> (Nicolas Gastineau, mis en ligne le 21/12/2021, consulté le 05/09/2024).

seul, sert souvent de prétexte à une toute-puissance des pouvoirs sur celles et ceux qu'ils veulent éduquer. « *Au principe d'éducabilité, qui permet de penser l'universalisation d'un accès à la raison, il faut conjointement le principe de liberté qui respecte la démarche singulière par laquelle tout être peut y parvenir.* » (p. 64).

En contrepoint de Kant, qui pourrait « *ouvrir la porte à un volontarisme aux conséquences inquiétantes* » (p. 56), P. Meirieu fait référence notamment à Jean-Jacques Rousseau. Souvent présenté comme un corrupteur du projet viril des Lumières, il écrit pourtant, en 1762, dans *Émile ou De l'éducation* : « *Si vous substituez dans [l']esprit [de l'enfant], l'autorité à la raison, il ne raisonnera plus : il ne sera plus que le jouet de l'opinion des autres.* » Rousseau, conscient des dangers de la conformité à laquelle peut mener un prétendu travail d'accès à la « civilisation », permet à l'auteur de distinguer entre *autorité* – rapport qui *autorise*, sans cesse à construire et à confirmer avec les élèves – et les faux-semblants de *pouvoir* que les politiques redonneraient aux enseignants (redoublement, notes, sanctions, orientations, évictions, etc.)³. Ce qui amène P. Meirieu à formuler : « *Il y a aujourd'hui les 'Lumières tronquées' : instrumentalisées par la droite et l'extrême droite, qui s'y drapent même parfois avec fierté, elles dénaturent profondément la vision humaniste dont nous avons hérité en sous-estimant ou en oubliant sa dimension proprement éducative.* » (p. 65).

Pour rallumer des lumières

L'autre pan de la philosophie des Lumières – qui dessine d'autres perspectives, une autre mise en œuvre actuelle de leur projet –, c'est « le refus de toute forme de réduction identitaire ». Les humains « *ont en commun, [...] leur inachèvement. Nul ne peut être enfermé dans une 'nature', réduit à ses origines ou sa race, à ses convictions philosophiques ou religieuses, à ses symptômes et, même, à ses actes, aussi condamnables soient-ils. Un être humain déborde toujours toutes les définitions qu'on*

peut en donner et ce débord est, précisément, ce qui fait son humanité. » (p. 79). Plutôt que *sanctionner* pour une conformité illusoire (elle disparaît dès que la personne qui surveille tourne le dos), comment *valoriser* les progressions ?

En quelques pages, il fait le tour de ce qui peut aider les enfants à (re)donner du sens à l'école : c'est « affaire de programmes », « de pédagogie », « d'organisation ». Notamment, il critique la réforme du « choc des savoirs », portée par G. Attal qui, par l'injonction de la division des classes en groupes, « *institue le traitement de l'échec par la mise à l'écart* », tournant ainsi « *le dos à une évolution de plus d'un siècle* » (p. 99).

Cette fois, l'alternative citée par P. Meirieu est plus récente : le plan Langevin-Wallon⁴, qu'il a lu et analysé en détail⁵. « *Élaboré pour donner corps aux perspectives du Conseil National de la Résistance, [il] fut présenté en juin 1947* » (p. 111) mais non mis en œuvre. Cette référence a, selon l'auteur, encore bien des idées à proposer : politique de justice sociale dans tous les domaines (qui ne s'arrête pas au leurre de la « gratuité »), redistribution des moyens suivant les établissements, éducation obligatoire jusqu'à 18 ans, combat du séparatisme entre élite et masse, lutte contre les préjugés divisant intellectuels et manuels, même haut niveau de culture générale pour tous...

Nourrissant les derniers chapitres de l'ouvrage, ces idées montrent que la pédagogie n'est pas un « *compassionisme misérabiliste* » (p. 166). Elle est exigeante : surseoir aux pulsions, se dégager de son égocentrisme, être au plus près du plus juste, être habité par le désir d'apprendre sans s'arrêter, aller au-delà de ce qu'on sait faire...

Autant de pistes, et bien d'autres à découvrir dans ce livre utile et utilisable, qui inaugurent, en lieu et place de « *l'usage que les médias font de nous* » (p. 148), des fins plus rayonnantes. ♦

³ « Ils ont besoin d'autorité, et leur ministre d'alors a cru les rassurer en leur donnant... du pouvoir ! » p. 103.

⁴ Paul Langevin et Henri Wallon ont été, l'un et l'autre, présidents du GFEN.

⁵ Claude Allègre, François Dubet, Philippe Meirieu, *Le rapport Langevin-Wallon*, Mille et une nuits (2004).